

Un Projet de Décroissance européen

Scientifiques et décideurs se réunissent à Bruxelles pour une conférence historique, organisée par des mandataires du Parlement Européen issus de 5 partis politiques différents, des syndicats et des ONG. Objectif : explorer la possibilité d'une économie post-croissance en Europe.

Depuis 70 ans, la croissance du PIB est le but premier des nations européennes. Si nos économies ont grandi, l'impact sur l'environnement a augmenté en rapport. Nous dépassons aujourd'hui l'espace sécurisé pour l'humanité et il n'y a aucun signe que l'activité économique se libère de la pollution qu'elle engendre. En parallèle, résoudre les problèmes sociaux ne demande pas plus de croissance : cela implique plus une redistribution juste du revenu et de la richesse acquis.

De plus, la croissance devient plus difficile à atteindre du fait du déclin des gains de productivité, de la saturation des marchés et de la dégradation écologique. Si les tendances persistent, la croissance européenne pourrait s'enrayer dans moins de 10 ans. Aujourd'hui la réponse consiste à soutenir la croissance par la dette, l'affaiblissement des régulations environnementales, l'extension des heures de travail et des coupes dans les systèmes sociaux. Cette réponse divise la société, crée de l'instabilité et affaiblit la démocratie.

Or les décideurs n'ont pas investi ces questions. Le processus « Au-delà du PIB (Beyond GDP) » s'est affaibli au fil du temps pour devenir « Le PIB et au-delà (GDP and Beyond) ». Le mantra demeure la croissance économique — « soutenable », « verte » ou « inclusive » — mais d'abord la croissance. Même les Objectifs de Développement Durable de l'Organisation des Nations-Unies incluent la poursuite de la croissance pour tous les pays, en dépit de la contradiction fondamentale entre croissance et soutenabilité.

Au sein de la société civile et des sphères scientifiques, un mouvement post-croissance a émergé. Il porte différents noms : objecteurs de croissance, Postwachstum, steady-state ou doughnut economics, prosperity without growth. Depuis 2008, les conférences internationales sur la Décroissance ont régulièrement réuni des milliers de participants. Une initiative globale, l'Alliance de l'économie du bien-être, établit les connections entre ces mouvements, tandis qu'un réseau de recherche fédère les travaux sur les modèles alternatifs. Ainsi, il est possible d'améliorer la qualité de vie, de restaurer le monde vivant, de réduire les inégalités et de fournir des emplois décents en nombre suffisant sans croissance, en configurant les politiques publiques de manière idoine.

Parmi ces mesures : limitation de l'utilisation des ressources naturelles, dispositions fiscales progressives pour endiguer les inégalités, réduction du temps de travail. La tendance dans l'utilisation des ressources pourrait être inversée par une taxe carbone dont les revenus seraient utilisés pour financer une allocation universelle. Introduire une allocation universelle et un revenu maximum réduirait encore davantage les inégalités sociales, tout en aidant à redistribuer le travail social et en brisant les asymétries de pouvoir. Devant l'ampleur des enjeux, les acteurs politiques doivent explorer les possibilités d'un avenir post-croissance. La Conférence de Bruxelles est prometteuse, mais des engagements plus importants sont nécessaires :

1. **Mise en place d'une commission sur la post-croissance au Parlement Européen.** Qui doit débattre de l'avenir de la croissance, proposer des politiques publiques alternatives et déconsidérer la croissance comme objectif politique.

2. **Incorporer des indicateurs alternatifs de macroéconomie dans l'UE.** Les politiques économiques seront évaluées sur le bien-être humain, l'utilisation des ressources naturelles, les inégalités sociales et la génération d'emplois. Ces indicateurs supplanteront le PIB.

3. **Transformer le Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC) en un Pacte de Stabilité et de Bien-être.** Le PSC vise à limiter les déficits gouvernementaux et les dettes. Il doit être révisé en utilisant les ressources naturelles et la production de déchets à un niveau soutenable.

4. **Établir dans chaque État un Ministère de la Transition Économique.** Une nouvelle économie axée sur le bien-être humain offrira un bien meilleur avenir que la croissance économique.

Ce projet a été signé par plus de 200 scientifiques aussi bien européens qu'internationaux. Quand le mettrons-nous en place ? Bientôt, il sera trop tard...

Dr Bruno Bourgeon, président d'AID, aid97400.re